

Indice de Perception de la Corruption 2008 de Transparency International

Afrique Sub-saharienne

(Nombre de pays ou de territoires classés: 47)

Si globalement, la corruption et le manque de transparence constituent toujours un défi majeur pour le développement de la région, l'Indice de Perception de la Corruption 2008 de Transparency International montre que les résultats obtenus en matière de lutte contre la corruption sont contrastés. Si les notes du **Bénin**, de la **Mauritanie** et du **Nigeria** ont progressé de manière significative cette année, celles du **Burundi** et de la **Somalie** se sont sensiblement dégradées.

Sur les 47 pays évalués, 30 obtiennent une note inférieure à 3, indiquant que la corruption est perçue comme endémique, et 14 obtiennent une note comprise entre 3 et 5, indiquant que la corruption est perçue par les experts pays et les entreprises comme constituant un problème grave. Trois pays seulement obtiennent une note supérieure à 5, le **Botswana**, le **Cap Vert** et **Maurice**.

Le fait que la corruption continue à être perçue comme omniprésente dans de nombreux pays de la région indique bien que la possibilité pour ces pays, qui connaissent une terrible pauvreté, d'atteindre ne serait-ce qu'un seul des Objectifs du Millénaire pour le Développement est sérieusement compromise. La corruption accroît le risque que les maigres financements alloués aux dépenses sociales soient détournés ou mal utilisés, et constitue ainsi une des premières raisons de l'absence de progrès réalisés dans la voie de la réduction de la pauvreté. Lorsque la transparence et les mécanismes permettant de mettre en jeu la responsabilité des gouvernements font défaut ou sont insuffisants, la gestion des finances publiques et le développement en subissent les conséquences. La lutte contre la corruption est une condition préalable pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement et atteindre les objectifs de la Déclaration de Paris de 2005 (qui pose en principe la nécessité d'accroître l'efficacité de l'aide). Les notes IPC de la plupart des pays africains indiquent cependant un retard inquiétant pour la réalisation des objectifs fixés par la Déclaration de Paris à l'horizon 2010.

Non seulement, la corruption compromet la fourniture des services publics de base tels que la santé ou l'éducation, et engendre la défiance envers les institutions. L'exemple de la **Somalie**, dont la note IPC est la plus faible de l'échantillon, illustre le lien inquiétant entre la corruption, l'existence de conflits et l'effondrement économique et politique.

La guerre civile a de nouveau menacé le **Burundi** en 2007 après la rupture de l'Accord pour la Paix d'Arusha, et la corruption s'aggrave dans de nombreux secteurs. Aucune enquête n'a été menée à la suite des nombreuses allégations de corruption visant des responsables de haut niveau, et les « déclencheurs d'alerte » ne bénéficient de quasiment aucune protection. Ainsi, la corruption demeure un obstacle majeur au développement économique et commercial du pays.

La corruption politique peut également modifier la perception du degré de corruption affectant un pays. La progression de la note du **Nigeria**, passé de 2,2 en 2007 à 2,7 en 2008, reflète l'image plus positive du nouveau gouvernement installé depuis les élections de 2007, tant sur le plan domestique qu'international. Toutefois, les derniers développements montrent que cette image favorable de l'actuel gouvernement, qui semble décidé à faire progresser la transparence et la responsabilité, est suspendue à la mise en œuvre concrète des engagements pris, et en particulier la préservation de l'indépendance des organismes dédiés à la lutte contre la corruption.

A **Maurice**, une réforme de la « Mauritius Revenue Authority » a été entreprise au cours des deux dernières années dans le but d'assurer une plus grande transparence et une plus grande intégrité du service des douanes, jusque là considéré comme l'un des trois secteurs les plus corrompus (avec les services de maintien de l'ordre et l'Autorité Nationale des Transports). Toutefois, le refus du gouvernement de permettre l'ouverture d'une enquête indépendante, à la suite d'allégations de corruption visant des responsables de haut niveau de ce secteur, augure mal de la poursuite des efforts de lutte contre la corruption à l'avenir.

Rang du Pays	Rang Régional du Pays	Pays /Territoire	Score IPC 2008	Intervalle de confiance	Nb d'enquêtes utilisées
36	1	Botswana	5.8	5.2 - 6.4	6
41	2	Maurice	5.5	4.9 - 6.4	5
47	3	Cap Vert	5.1	3.4 - 5.6	3
54	4	Afrique du Sud	4.9	4.5 - 5.1	8
55	5	Seychelles	4.8	3.7 - 5.9	4
61	6	Namibie	4.5	3.8 - 5.1	6
67	7	Ghana	3.9	3.4 - 4.5	6
72	8	Swaziland	3.6	2.9 - 4.3	4
80	9	Burkina Faso	3.5	2.9 - 4.2	7
85	10	Madagascar	3.4	2.8 - 4.0	7
85	10	Sénégal	3.4	2.9 - 4.0	7
92	12	Lesotho	3.2	2.3 - 3.8	5
96	13	Mali	3.1	2.8 - 3.3	6
96	13	Gabon	3.1	2.8 - 3.3	4
96	13	Bénin	3.1	2.8 - 3.4	6
102	16	Tanzanie	3.0	2.5 - 3.3	7
102	16	Rwanda	3.0	2.7 - 3.2	5
115	18	Zambie	2.8	2.5 - 3.0	7
115	18	Malawi	2.8	2.4 - 3.1	6
115	18	Niger	2.8	2.4 - 3.0	6
115	18	Mauritania	2.8	2.2 - 3.7	7
121	22	Sao Tome and Principe	2.7	2.1 - 3.1	3
121	22	Nigéria	2.7	2.3 - 3.0	7
121	22	Togo	2.7	1.9 - 3.7	6
126	25	Erithrée	2.6	1.7 - 3.6	5
126	25	Ethiopie	2.6	2.2 - 2.9	7
126	25	Mozambique	2.6	2.4 - 2.9	7
126	25	Ouganda	2.6	2.2 - 3.0	7
134	29	Comores	2.5	1.9 - 3.0	3
138	30	Liberia	2.4	1.8 - 2.8	4
141	31	Cameroun	2.3	2.0 - 2.7	7
147	32	Kenya	2.1	1.9 - 2.4	7
151	33	Côte d'Ivoire	2.0	1.7 - 2.5	6
151	33	République Centrafricaine	2.0	1.9 - 2.2	5
158	35	Gambie	1.9	1.5 - 2.4	5
158	35	Guinée Bissau	1.9	1.8 - 2.0	3
158	35	République du Congo,	1.9	1.8 - 2.0	6
158	35	Angola	1.9	1.5 - 2.2	6
158	35	Burundi	1.9	1.5 - 2.3	6
158	35	Sierra Leone	1.9	1.8 - 2.0	5
166	41	Zimbabwe	1.8	1.5 - 2.1	7
171	42	République Dém. du Congo,	1.7	1.6 - 1.9	6
171	42	Guinée Equatoriale	1.7	1.5 - 1.8	4
173	44	Tchad	1.6	1.5 - 1.7	6
173	44	Soudan	1.6	1.5 - 1.7	6
173	44	Guinée	1.6	1.3 - 1.9	6
180	47	Somalie	1.0	0.5 - 1.4	4